



sentants du développement local. Mais dans *Leadership Montréal*, journal publié en février dernier, on pouvait lire que «le Fonds Ville-Marie, administré par la Chambre, est voué au développement économique local». Pas un mot sur un partenariat éventuel avec les CDEC ou les CLD. Le développement économique local passe ailleurs.

### LES PIÈGES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Dans plusieurs régions, les syndicats locaux se sont peu préoccupés du développement économique et social et le choc des cultures est souvent difficile entre les groupes communautaires et le milieu des affaires. Force est de constater que ce sont les mêmes régions où le débat sur la composition des conseils des CLD se pose avec le plus d'acuité. «Il faut mériter sa place», dit l'UMQ. Il fallait bâtir ses assises dans la population et sa place dans le développement local et ne pas attendre minuit moins cinq pour en quémander une.

**Le gouvernement n'a pas su livrer la marchandise mais il faut être à bord du train pour en influencer la direction.**

Certains ont toujours craint que la concertation avec les autres acteurs entache la pureté de leur action sociale et voient le développement de l'économie sociale comme «un piège concocté par l'État et ses alliés pour pallier son désengagement social et le faire assumer à rabais par le communautaire», disent-ils. Il faut dire que cette vision de l'économie sociale est encouragée par une grande partie du milieu municipal et des affaires. L'économie pour eux et le social pour le communautaire. Dans ces conditions, oui c'est un piège à dénoncer.

### DÉFI ILLUSOIRE?

D'autres encouragent la création d'entreprises d'économie sociale dans la mesure où elles sont au service d'une collectivité, sont gérées de façon autonome et démocratique, donnent priorité aux personnes et au travail sur la capitalisation et permettent à des gens de se prendre en main et de se responsabiliser. Mais la réduction des services publics doit passer par un véritable débat de société et non en catimini par le biais de l'économie sociale. Sans le respect de ces principes, c'est encore un piège à dénoncer.

Enfin, devant l'échec de l'État à redistribuer collectivement la richesse et celui de l'économie de marché à créer des emplois en nombre suffisant, nous sommes de plus en plus nombreux à croire que ces principes de l'économie sociale doivent contaminer l'ensemble du développement économique local. Dans ces conditions, c'est un défi à relever.

Défi illusoire? Peut-être, d'autant plus que le gouvernement n'a pas su livrer la marchandise, soit une véritable décentralisation des pouvoirs et leviers économiques et un véritable guichet unique parfaitement harmonisé avec les mesures d'employabilité. Les ministères économiques sont restés sur le quai, envoyant ainsi un message contradictoire. Et la ministre de l'Emploi, Louise Harel, n'a mis qu'un pied dans le train. Le processus démocratique semble chancelant et certaines positions inquiétantes, mais ce n'est qu'à bord du train que les gens pourront en influencer la direction. Il sera toujours temps de débarquer à la prochaine station s'il faut dénoncer le processus. Les autres assumeront leur choix ou hurleront avec les loups. 